

Master | Contrat d'apprentissage |
RNCP 38158

Master Droit - Parcours Droit et Régulation des Marchés (M_291_DRM)

PRÉSENTATION

► Présentation de la formation

Le parcours droit et régulation des marchés forme des juristes d'entreprise (secteur privé et secteur public), d'autorités de régulation, des avocats d'affaires, notamment, qui maîtrisent les règles et procédures qui s'appliquent dans les marchés régulés ainsi que les mécanismes économiques qui y sont à l'oeuvre.

Ce master permet d'avoir des bases solides dans les différents secteurs du droit et de la régulation des marchés grâce à l'alternance entre cours théorique, études de cas concret et son implantation dans le domaine du travail via l'apprentissage. L'intervention de professeurs d'université étrangères ancre cette formation dans le monde actuel ce qui permet une meilleure compréhension des enjeux universels à ce domaine d'expertise.

► Objectifs de la formation

- Acquérir une bonne maîtrise des théories économiques relatives à la régulation des marchés.
- Aborder les matières juridiques sous l'angle du droit interne mais également du droit de l'Union européenne, du droit international et du droit comparé.
- Appréhender le monde du travail par des études de cas concret.
- Préparer le concours annuel de plaidoirie de l'autorité de la concurrence.

► Métiers visés

- Juriste d'entreprise
- Juriste d'autorité de régulation
- Avocat d'affaires
- Compliance Officer

► Rythme d'alternance

M1 : 1 semaine intensive en début de M1, puis 3 jours en entreprise et 2 jours en université jusqu'en mai

Charnière à mi septembre

M2 : 2 semaines de cours intensifs en début de M2, puis 3 jours en entreprise et 2 jours en université jusqu'en mai

Soutenance mi septembre

► Dates de la formation et volume horaire

1 ère année : 09/09/2024 > 18/09/2026 (504 heures)

2 ème année : 09/09/2024 > 10/09/2025 (502 heures)

Durée : 2 ans

Nombre d'heures : 1006h

ADMISSION

► Conditions d'admission

Pré-requis :

Appétence à l'économie et l'approche économique de la régulation.

Bonnes qualités rédactionnelles.

Maîtrise de l'anglais.

Année 1 :

Titulaires d'un diplôme BAC+3 (240 crédits ECTS) ou équivalent à Dauphine, d'une université ou d'un autre établissement de l'enseignement supérieur dans les domaines suivants : droit des affaires (droit public et/ou droit privé), économie (dès lors que les enseignements juridiques ont été privilégiés dans le cursus).

Année 2 :

Titulaires d'un M1 droit public des affaires ou d'un M1 droit des affaires. Néanmoins, chaque année, des étudiants économistes sont accueillis et réussissent fort bien.

► Modalités de candidature

Candidature en ligne.

Décision d'admissibilité pour les entretiens, sur la base du dossier de candidature.

Entretien avec les candidats admissibles, puis décision d'admission.

CONTACTS

► Vos référents FORMASUP PARIS IDF

Sonia CHERFI

contact@formasup-paris.com

Huguette NKONGI MBUNGU

Pour les publics en situation de handicap : consultez nos pages dédiées Apprenants et Entreprises.



► Vos contacts « École/Université »

DUFOURT Emmanuella

emmanuella.dufourt@dauphine.psl.eu

01 44 05 43 38

Neron de Surgy Arnaud

arnaud.neron-de-surgy@dauphine.psl.eu

PROGRAMME

► Code RNCP 38158

► Direction et équipe pédagogique

M1: Directeur du parcours M1 Elisabeth Mella (Titulaire)

Equipe d'enseignants titulaires:

-Elisabeth Mella,

-Alix Perrin

-Olivia Tambou

-Antoine Louvaris

-Renaud Dorandeu

-Thierry Tuot

Intervenants vacataires:

S Ouwerkerk, T Carllassare, N Gabayet, A Vandepoorter, O Alaoui, E Lavignotte, N Pastor

M2

Directeur du parcours: Claudie BOITEAU, titulaire Aurore LAGET-ANNAMAYER, titulaire

Equipe d'enseignants titulaires:

Claudie BOITEAU
 DECOCQ Georges,
 TUOT Thierry,
 LOUVARIS Antoine,
 GEOFFRON Patrice,
 LAGET ANNAMAYER Aurore

Equipe vacataires: Stephane Danve.

Des professionnels extérieurs interviendront tout au long de la formation.

	Volume horaire session -1 année 1	Volume horaire session -1 année 2
Programme détaillé de la formation		
Droit administratif approfondi	18h	
Mutation(s) de l'action publique	36h	
Contentieux public	42h	
Politiques publiques	18h	
Droit du numérique et de l'intelligence artificielle	24h	
Séminaire de recherche ou clinique juridique	36h	
Droit des organisations territoriales décentralisées	21h	
Finances et comptabilités publiques	18h	

Droit de l'Union européenne approfondi	18h
Questions sociales	9h
Examens	20h
Travaux personnels, de groupe, séminaires	30h
Droit de l'environnement	18h
Droit constitutionnel approfondi	18h
Economie publique	24h
Management Public	18h
UE professionnelle	20h
Lobbying et plaidoyer	18h
Droit public des affaires	24h
Droit de la commande publique et des contrats complexes	24h
Examens	20h
Travaux personnels, de groupe, séminaires	30h
Droit public économique	15h
Economie de la concurrence	15h

Droit et contentieux de la concurrence	42h
Régulations sectorielles	128h
Droit de la régulation économique	42h
Intelligence artificielle, numérique et régulation	15h
Ecriture juridique	12h
Méthodologie du mémoire	3h
Examens	8h
Travaux personnels, de groupe, séminaires	15h
Finance d'entreprise	12h
Comparative regulation law	18h
Contentieux des autorités de régulation	33h
Economie et régulation	33h
Environnement et régulation économique	15h
Ingénierie des activités régulées	15h
Expérience Professionnelle (APP, FC, FI)	12h
Mémoire	40h

Examens	7h
Travaux personnels, de groupe, séminaires	22h

► Modalités pédagogiques

Alternance d'enseignement de fondamentaux, notions et méthodologie, et d'ateliers, conférences et séminaires professionnels.

► Contrôle des connaissances

Contrôle continu, examens et soutenance de mémoire.

Année 1 :

Contrôle continu, examens

Année 2 :

Contrôle continu, examens et soutenance de mémoire.

► Diplôme délivré

Diplôme de grande école de grade Master (niveau 7) reconnu par l'Etat

COMPÉTENCES

- Apport d'un conseil juridique aux particuliers, structures privées (entreprises, associations, fondations, etc.), ou personnes publiques.
- Participation à la définition de stratégies juridiques et judiciaires.
- Mise en place d'une veille juridique.
- Elaboration de plaidoiries.

► Développement et intégration de savoirs hautement spécialisés

- Résoudre des problèmes pour développer de nouveaux savoirs et de nouvelles procédures et intégrer les savoirs de différents domaines.
- Conduire une analyse réflexive et distanciée prenant en compte les enjeux, les problématiques et la complexité d'une demande ou d'une situation afin de proposer des solutions adaptées et/ou innovantes en respect des évolutions de la réglementation.
- Mobiliser des savoirs hautement spécialisés, dont certains sont à l'avant-garde du savoir dans un domaine de travail ou d'études, comme base d'une pensée originale.

► Communication spécialisée pour le transfert de connaissances

- Identifier, sélectionner et analyser avec esprit critique diverses ressources spécialisées pour documenter un sujet et synthétiser ces données en vue de leur exploitation.
- Communiquer à des fins de formation ou de transfert de connaissances, par oral et par écrit, en français et dans au moins une langue étrangère.

► Appui à la transformation en contexte professionnel

- Gérer des contextes professionnels ou d'études complexes, imprévisibles et qui nécessitent des approches stratégiques nouvelles.
- Conduire un projet (conception, pilotage, coordination d'équipe, mise en oeuvre et gestion, évaluation, diffusion) pouvant mobiliser des compétences pluridisciplinaires dans un cadre collaboratif.
- Prendre des responsabilités pour contribuer aux savoirs et aux pratiques professionnelles et/ou pour réviser la performance stratégique d'une équipe.

► Usages avancés et spécialisés des outils numériques

- Identifier les usages numériques et les impacts de leur évolution sur le ou les domaines concernés par la mention.
- Se servir de façon autonome des outils numériques avancés pour un ou plusieurs métiers ou secteurs de recherche du domaine.